



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

11/03/2026

## ***Les "trois mondes" qui s'affrontent : contradictions vous avez dit contradictions !***

Début mars, deux sommets bien différents se sont tenus et résument les affrontements en œuvre sur l'échiquier mondial.

Le 7 mars, le président Trump a réuni sur une de ses propriétés privées dans la région de Miami une douzaine de dirigeants latino-américains dont le président argentin et le président chilien Kast, un nostalgique de l'ère Pinochet. Ce sommet a été nommé « Bouclier des Amériques » par l'hôte de cette réception.

Il s'agirait d'organiser une coalition militaire pour lutter contre les cartels de la drogue (criminels et terroristes) en mobilisant des capacités militaires « létales » (sic). Mais aussi freiner la progression économique chinoise dans la région a affirmé également le président Trump, sans préciser ce qu'il trouvait le plus urgent.

Panama, représenté lors cette rencontre a déjà mis un arrêt à la pénétration chinoise, d'abord en se retirant du projet de « la route de la soie » élaboré par Pékin puis en annulant les concessions portuaires de la compagnie CK Hutchinson remplacé par Maersk. Par ailleurs, un consortium occidental mené par BlackRock a repris les actifs internationaux de Hutchison Port Holding (hors Chine).

Ont lieu aussi les péripéties autour du câble fibre optique sous-marin reliant la Chine au Chili (20 000km). Le 27 janvier, le ministère des télécommunications approuve... le 29 janvier, il annule tout ! En mars 2026, Washington a même révoqué des visas de hauts fonctionnaires chiliens impliqués dans la concession, la considérant comme un risque pour la sécurité. La Chine a commencé des travaux de son côté car elle trouve plus rationnel, allez savoir pourquoi, qu'il serait plus intéressant d'avoir une liaison directe avec l'Amérique du Sud plutôt que passer par les États-Unis.

Enfin, la Chine et l'Argentine entretiennent toujours de bonnes relations économiques malgré les sorties du président Milei qui n'a pas fait sortir encore son pays de l'initiative « route de la soie ». La Chine conduit actuellement des projets industriels (14 milliards de \$) dont une centrale nucléaire. De plus, la Chine aide financièrement l'Argentine (43% de ses réserves monétaires) ; en clair, la Chine accepte d'être payée en yuan (c'est le deuxième partenaire commercial de l'Argentine) afin que Milei conserve des dollars afin de conserver des liquidités sans recourir au FMI.

Il est clair que les États-Unis ne sont pas prêts d'exclure promptement la Chine d'Amérique du Sud car même son plus grand admirateur argentin ne peut pas se le permettre.

Presque simultanément à ce rassemblement, le Parlement chinois se réunissait pour examiner en particulier le 15<sup>ème</sup> plan quinquennal (2026-2030).

Du côté offre, l'idée directrice de ce plan est d'assurer la souveraineté technologique, soucis liés aux restrictions mis en place par les États-Unis concernant les produits stratégiques comme les composants électroniques. Il s'agira aussi de moderniser l'industrie, de soutenir les industries émergentes stratégiques et les technologies critiques. La Chine entend bien maintenir un leadership industriel.

Le nouveau plan quinquennal intègre également des orientations concernant la consommation intérieure. Il serait question de la stimuler afin de créer un marché interne « robuste » pour en faire un moteur de croissance, susceptible d'amortir les crises du commerce internationales, liées aux rivalités impérialistes.

L'Union européenne a débattu en février du devenir de son industrie. Il s'agirait qu'elle représente 20% de son PIB en 2035 (contre 14% aujourd'hui). La Commission propose par exemple une obligation d'un seuil de 70% de contenu européen dans un véhicule électrique et technologique propre pour bénéficier d'aides ou marchés publics afin de créer « un choc » de relocalisation. I

Il est également prévu une limitation des prises de participations financières extracommunautaires dans les secteurs stratégiques. Mais ces bonnes résolutions semblent se briser sur des divergences de fond : il y a ceux comme la France prônant le « made in Europe » et les autres comme l'Allemagne préférant le « made with Europe ».

De fait, l'industrie allemande s'est très internationalisée (et jusqu'en Chine...) et donc elle ne peut pas réaligner sa structure industrielle avec l'objectif autarcique communautaire. La position des autorités françaises est en ligne avec la structure industrielle dégradée du pays qui a besoin d'investissement.

Ainsi, trois moments :

\*Les États-Unis tentent de rallier une partie du « sous-continent » américain afin d'y chasser la Chine, repoussée sans doute sur quelques initiatives, mais bien ancrée dans le paysage ;

\*Le Parlement chinois acte la poursuite d'une politique industrielle ambitieuse d'un point de vue technologique et ouvre la perspective d'une croissance autocentrée (consommation interne) ;

\*L'Union européenne se mobilise pour redresser son industrie mais bute sur des appréciations divergentes des états membres.

Dans l'affrontement en cours, l'atout de la force industrielle joue en faveur de la Chine, ce qui est prouvé par la volonté des administrations états-uniennes successives de redonner vie à leur industrie (plan de Biden<sup>1</sup>, programme de Trump). En attendant de (re)combler l'écart, les Occidentaux usent d'expédients.

<sup>1</sup> Programme Inflation Reduction Act -370 milliards de \$ d'investissements pour l'industrie « verte ».

[© Copyright](#)